

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 13 MARS 1979 - N° 872

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Les Palestiniens refusent les manœuvres de Carter

Après avoir rencontré Sadate, Carter est en Israël où il a décidé de prolonger son séjour de 24 heures. Le cabinet israélien s'est réuni dans la nuit de dimanche à lundi, sans que l'on sache ce qu'il en est sorti à l'heure où nous mettons sous presse.

Après les appels du pied de Carter en direction des Palestiniens, la réponse de l'OLP est venue, claire et nette : pas question pour les Palestiniens de participer aux négociations en cours. Une position qui réduit à peu de choses la possibilité pour Carter de parvenir à ses fins.

Lire en page 7

Iran : victoire des femmes

Après plusieurs jours de manifestations, les femmes iraniennes ont obtenu de ne pas être contraintes à se voiler. Au-delà de cette première victoire symbolique, les femmes iraniennes devaient de nouveau manifester ce lundi pour exiger la suppression de toutes les discriminations qui les frappent.

Le gouvernement Bazargan a d'autre part affirmé sa volonté de mener une politique extérieure de non-alignement. L'Iran vient de se retirer du CENTO, pacte militaire liant les États-Unis et la Grande-Bretagne au Pakistan et à la Turquie.

Lire en page 7

7 000 contre la centrale du Pellerin

Samedi, plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Nantes contre l'implantation de la centrale nucléaire du Pellerin, dont les travaux doivent commencer prochainement. Fidèle aux injonctions de Marchais lors de son récent voyage en Bretagne, le PCF brillait par son absence.

Lire en page 3 les informations de notre correspondant.

Conseil européen lundi et mardi à Paris Une Europe de 6,5 millions de chômeurs



Une file de chômeurs en Allemagne de l'Ouest

La réunion, désormais rituelle, des chefs d'Etat et de gouvernement des Neuf qui se tient actuellement à Paris, a cette fois-ci, un ordre du jour quelque peu disparate. Un point commun : la mise en palce du système monétaire européen, dont on s'attend généralement à ce qu'il démarre à l'issue de ce sommet. Mais seulement à huit, la Grande-Bretagne n'y adhérant pas.

Pour le reste, il sera question notamment de la politique agricole commune avec, comme il est habituel dans ce type de réunions, la remise en cause par la Grande-Bretagne d'une large partie de cette politique agricole commune. Les huit autres pays s'efforceront de ne pas laisser la discussion dériver sur ce sujet.

On ignore également quel sort sera réservé à la proposition française de renégocier le traité Euratom, qui constitue l'un des trois volets de la politique européenne.

L'ensemble des participants aura à discuter également des questions énergétiques, et à tenter de définir une position commune face aux revendications des pays producteurs de pétrole. Les neufs pays de la CEE n'entretenant pas tous les mêmes rapports avec les pays producteurs, une position commune ne sera sans doute pas facile à trouver. En ce domaine, les Neuf auront à s'interroger sur les énergies de remplacement ; un fait inquiétant : le gouvernement français songerait à réclamer la levée des restrictions législatives concernant la construction des centrales nucléaires.

Enfin, les bourgeoisies européennes vont également se concerter sur la montée des luttes des travailleurs contre le chômage.

L'entrée en vigueur du système monétaire européen est en ce sens lourd de menaces : un tel système ne peut fonctionner durablement que si les pays ont des taux d'inflation proches. Pour réduire le taux d'inflation en France, la bourgeoisie n'a jamais rien trouvé de mieux que d'accroître le chômage. Une politique qui commence à se heurter aux luttes résolues de franges croissantes de travailleurs.

SIDÉRURGIE

Des milliers de manifestants samedi à Denain

Barre rappelle à l'ordre ses ministres et les PDG de la sidérurgie

Lire le reportage de nos envoyés spéciaux à Denain en pages 4 et 5



Reprise dans les centres de tri de la région parisienne

La reprise se dessinait dans la matinée de lundi, pour la plupart des centres en grève dans la région parisienne. Le mouvement de grève engagé s'est heurté à trop de difficultés pour pouvoir se poursuivre jusqu'à une issue victorieuse. Outre la répression policière systématique qu'il a dû affronter, dans de trop nombreux cas, le mouvement n'a pas réussi à avoir un caractère nettement majoritaire. De plus à aucun moment, les postiers en grève n'ont pu obtenir des fédérations qu'elles prennent des initiatives allant dans le sens de cette lutte. C'est tout particulièrement le cas de la CGT qui, ouvertement, avait annoncé qu'il fallait attendre les grèves catégorielles qui vont se dérouler d'ici la fin du mois.

Lire en page 2

LUTTES OUVRIERES

● Rouen : 6 000 dans la rue

Jeudi matin, dans le cadre de la journée d'action régionale de la CGT, une manifestation importante a rassemblé 6 000 personnes. Plus de 100 entreprises de la région étaient représentées, dont les travailleurs de la SMEN de Saint-Pierre, de Varangeville. Les travailleurs étaient fiers de tenir la rue en si grand nombre. Toutefois l'absence de perspectives se faisait sentir au niveau des mots d'ordre «*chômage, ras-le-bol*» «*Non à l'Europe des trusts*», aucune allusion aux luttes des sidérurgistes de Denain et de Longwy. A la fin de la manifestation, la seule perspective qu'offre l'Union locale est de renforcer la CGT tout en déposant des cahiers de revendications dans les boîtes et d'exiger une crèche à Rouen Saint-Sever.

Quant au PCF, il distribuait massivement un appel à participer à une réunion électorale avec ses candidats qui étaient venus se montrer à la manifestation.

Correspondance

● Bauknecht à St Avold (Moselle) commandos de cadres antigrévistes

La lutte des travailleurs de Bauknecht continue et l'occupation dure depuis maintenant 3 semaines (cf. QdP du 1^{er} mars 1979). La direction refuse toujours obstinément de négocier. Par contre, elle multiplie les provocations. Le mardi 3 mars, une trentaine de cadres acquis à la direction ont essayé, avec le directeur de l'usine, de découper le grillage afin de pouvoir pénétrer dans l'usine. Des grévistes les ont dignement reçus avec des lances à incendie et des extincteurs.

A ce moment, le directeur remonte dans sa voiture de service et se trouve nez-à-nez avec un gréviste : fou de rage, il enfonce la voiture du gréviste et prend la fuite. Les travailleurs sont d'autant plus indignés de ces agissements fascistes que le *Républicain Lorrain*, journal local, falsifie sciemment ces faits et la lutte depuis son commencement. Ces provocations sont loin d'intimider les grévistes, au contraire !

Correspondance

Nouvelles de la Loire

● LE 8 MARS DES OUVRIERES DE LA BONNETERIE

Les ouvrières des Bonneteries roannaises ont fêté la journée de lutte des femmes de la meilleure façon possible, en occupant à près de 400 le siège patronal («*la chambre de la maille*») à Roanne, pendant plus de 2 heures. A l'appel de la CGT, près de 50 % des travailleuses des bonneteries du roannais ont débrayé le 8 mars pour l'emploi, la cinquième semaine de congrès et une réduction du temps de travail. Après avoir manifesté devant la sous-préfecture, les ouvrières ont retenu un secrétaire de la chambre syndicale patronale pour que soit pris en considération leur cahier revendicatif.

● LES REACTIONS AUX EVENEMENTS DE DENAIN

Dès l'annonce des brutalités policières de Denain une manifestation-éclair avait lieu à Saint-Etienne, en riposte : à l'appel des UD - CFDT et FEN, des délégations de Mavilor, Creusot-Loire, Zénith, Manufrance et Marrel-Chateauneuf bloquaient la circulation aux abords de la préfecture, mercredi 7 mars en fin d'après-midi, tandis que des motions de solidarité étaient adoptées aux ARCT et aux PTT de Roanne. Les dirigeants syndicaux déposaient à la préfecture une protestation, qu'atténuait gravement une déclaration du permanent de l'UD CGT Fournier, affirmant à la sortie de la délégation «*nous n'accepterons jamais dans la Loire que la violence remplace les négociations, pas plus que l'utilisation de forces de l'ordre contre les travailleurs*». Plusieurs militants ont ressenti cela en effet tant comme une condamnation des actions efficaces de Denain et Longwy que comme une dénonciation des brutalités policières. La CFDT, quant à elle, tout en s'en prenant à l'attitude du pouvoir et en appelant les travailleurs à «*réagir en développant des actions de masse vigoureuses et en généralisant leurs luttes*» regrettait l'absence de volonté unitaire de la CGT vis-à-vis de la CFDT au plan confédéral.

Centre de tri de Créteil APRES LA REPRISE, LA RÉPRESSION

Samedi, l'assemblée générale des grévistes suspendait l'action. L'extension du mouvement était considérée comme déterminante par les postiers ; or celui-ci avait tendance à se restreindre à certains CTA de banlieue.

Dès l'annonce, samedi soir, de la reprise, devant les grilles et les forces de police, les responsables du CTA font fermer les grilles. Les grévistes doivent passer, un par un, encadrés par les flics, pour constater que les responsables du CTA ont préparé trois listes :

- une petite minorité de grévistes peut rentrer ;
- une autre partie apprend qu'elle a changé de brigade ;

- la troisième - les meneurs - reçoit le papier suivant : «*Nom, prénom, grade. Vous vous êtes placés en absence irrégulière. Vous vous êtes présentés au centre de tri le 10 mars 1979, à 20 heures pour reprendre votre service. Je prends acte de votre démarche, qui met fin à cette situation. Toutefois, les conditions nécessaires à une reprise normale n'étant pas encore réunies, je vous invite à déposer à l'entrée du centre, auprès d'un agent du cadre de maîtrise, une demande en vue de reprise du service. Pour vous permettre de conserver votre situation régulière, et dans l'attente d'une décision vous concernant, vous voudrez bien vous présenter chaque jour à l'entrée du centre, aux*

heures de prise de service de votre brigade, pour émargement.»

C'est donc à une remise en cause du droit de grève, à la tentative de casser les sections syndicales et les «*meneurs*» que se livre l'administration en voulant les faire rentrer à genoux.

L'affaire deviendrait carrément comique, s'il ne s'agissait pas des droits fondamentaux des travailleurs. Mais on apprend

qu'après l'intervention des instances de la CFDT (à la CGT, syndicat départemental, union régionale et fédération sont introuvables !), le cabinet du ministre fait savoir que toutes les sanctions sont retirées, ainsi que les flics. Mais il reste un obstacle : Hautier, directeur départemental,

membre du RPR, et Francis, chef de centre.

Après de nouvelles tractations, Hautier annonce que la seule mesure prise sera le changement de brigade pendant cinq jours, afin de régulariser le trafic. En clair, pour sauver la face, Francis se fera tirer l'oreille pour l'accepter, et il faudra encore une délégation et un coup de téléphone au directeur départemental pour confirmer la suppression de la liste noire des meneurs. Les postiers, pour leur part, sont bien déterminés à sauvegarder leur outil de lutte, leurs sections syndicales CGT et CFDT, qui ont lutté ensemble dans l'unité.

Corr. CRETEIL

DUR CONFLIT CHEZ MAVILOR

A L'Horme près de Saint-Chamond

Le 20 février, journée «*La Loire veut vivre*», les délégués syndicaux de Mavilor à L'Horme, (près de Saint-Chamond) déposaient un cahier revendicatif, notamment contre les heures supplémentaires et pour l'embauche. Le 24 février, sans réponse de la direction, les ouvriers bloquaient l'entrée de l'usine et barraient le passage à 120 salariés qui allaient faire des heures supplémentaires ce samedi là. Le 26 février la direction mettait à pied un délégué puis deux autres... Le conflit Mavilor commençait !

Très vite on a assisté à un durcissement des positions. La direction joue les terreurs et s'appuie sur des non-grévistes agressifs. La majorité du personnel voit sa colère s'accroître de jour en jour devant l'obstination patronale, la répression et ce scandale des heures supplémentaires du samedi dans cette vallée du Gier durement touchée par le chômage et où chacun connaît au moins un chômeur qui s'embaucherait volontiers à Mavilor !

Mavilor c'est une filiale commune à la Gerlach de Bouzouville (Lorraine) et à Creusot-Loire, fabriquant des villebrequins pour moteurs diesel. Avec 1 400 salariés, travaillant 42 h 30 par semaine, c'est une des rares entreprises sans problème dans la région, tant pour l'atelier de L'Horme que pour celui, voisin, de Lorette. C'est pourquoi un vaste soutien existe autour des travailleurs de Mavilor, en grève depuis le 1^{er} mars sur les deux usines : les sidérurgistes menacés dans leur emploi et leurs camarades déjà chômeurs dans la vallée sont à fond d'accord avec cette lutte contre les heures supplémentaires et pour l'embauche, suite logique de la mobilisation du 20 février. Les travailleurs de chez Richier, de Calbraclier, Creusot Loire, Solex, des Forges stéphanoises etc... ont apporté leur soutien déjà, ainsi que les unions CGT et CFDT bien sûr. La mairie de gauche de L'Horme

me s'étant proposée pour une «*médiation*», s'est vu refuser tout dialogue par la direction.

LES PROVOCATIONS DE LA DIRECTION

Le directeur de Mavilor, M. Vallet, a confirmé une demande de trois licenciements et trainé 4 délégués CGT et CFDT en référé (vendredi 9 mars au Tribunal de St Etienne pour «*entrave à la liberté du travail et insultes*»). Alors même que la procédure de licenciement n'a pas été respectée, aux dires mêmes de Mme Effantin (inspecteur du travail), et qu'aucune preuve tangible n'a été présentée à l'inspection du travail, la direction par contre a suscité un tract «*spontané*» de non-grévistes et organisé avec la maîtrise et ses cadres deux manifestations provocatrices de «*ceux qui veulent travailler*». Prenant prétexte d'une «*barricade*» (toute symbolique) et de piquet de grève, légitime pourtant, les hommes de la direction crient à la «*grève forcée*», bien aidés par tout ce que la vallée compte de formations d'extrême droite et autres partisans du «*président*» (Pinay)... Des lettres ont été envoyées aux familles de grévistes pour exercer des pressions.

UNE SOLIDE RÉPLIQUE OUVRIERE

Les travailleurs de L'Horme



Mavilor : Les «*barricades*» du 2 mars

me ne s'en laissent pas compter. Ils multiplient les initiatives : assemblée de 600 grévistes à la mairie de L'Horme, manifestation à plus de 200 dans Saint-Etienne devant la direction départementale du travail (à deux pas de l'ANPE !), tandis que d'autres grévistes manifestaient dans Saint-Chamond et ralentissaient la circulation sur l'autoroute Lyon-Saint-Etienne, le 7 mars. Des délégations d'entreprises se sont succédées toute la journée du 8 mars pour apporter leur solidarité aux grévistes, tandis que des travailleurs de Mavilor allaient en manifestation soutenir une délégation CGT - CFDT auprès de l'Association patronale de la Métallurgie à Saint-Etienne, réclamant des «*négociations sans préalable patronal*».

VERS UN NOUVEAU DURCISSEMENT ?

La direction a répondu à ces démarches par de nouvelles attaques contre les syndicats : au mépris des faits, le PDG rend les barricades (élevées le 2 mars) «*responsables de*

l'ouverture du conflit» (démarré le 24 février rappelez le !...) Bien plus, cette direction de combat s'en prend même à la mairie de L'Horme, accusée de «*ne pas utiliser son pouvoir d'officier judiciaire pour faire lever les barricades*» et menace de se retourner contre elle pour des dommages et intérêts éventuels.

Les travailleurs quant à eux refusent absolument de «*négocier*» sous la contrainte et n'admettent aucun préalable. Ils exigent que soient annulées toutes les poursuites judiciaires et que la direction négocie «*sur le fond*» : sur l'emploi et les horaires. Les piquets se sont durcis et ont été reconduits vendredi matin. Des contacts avec les unions locales et les autres entreprises de la vallée notamment Marrel, sont envisagés pour une vaste mobilisation (notamment après le tribunal de référés de Saint-Etienne). Les «*Mavilor*» sont déterminés à gagner, aidons-les sur Saint-Etienne comme dans la vallée !

9/3/79

Correspondance

Journée nationale de quête pour les handicapés

LE SIEGE DE L'APF A PARIS OCCUPÉ

«Donner à la quête, c'est maintenir les ghettos !»

Cette journée de charité s'annonçait plutôt bien pour les associations gestionnaires de handicapés. Plusieurs spots publicitaires à la télévision et à la radio qui culpabilisaient d'avance les gens qui n'iraient pas de leur aumône dans les sébiles agitées bruyamment sur les marchés dominicaux. Ce qu'oubliaient de dire ces messages publicitaires,

Place d'Italie, à Paris. Vers dix heures, dimanche matin, des militants et des sympathisants du comité de lutte des handicapés et du Mouvement de défense des handicapés se retrouvent dans un bar de la place. On met au point les derniers détails de l'action qui doit avoir lieu ce jour, celui de la journée nationale des handicapés et des infirmes. En fait, c'est la journée des associations gestionnaires telles l'APF, l'ADAPT, l'UNAPEI, etc. qui drainent en ces occasions des sommes souvent considérables.

Vers 10 h 30, on se met en route. Le but ? Le siège de l'APF, tout proche, avenue Blanqui. Nous sommes une trentaine, non-voyants, paraplégiques, infirmes moteur cérébraux, militants et sympathisants d'associations de lutte de handicapés. Nous arrivons devant le siège, un bâtiment ultramoderne. Les portes sont fermées. On cherche comment rentrer : pas d'autre issue accessible. Les portes coulissantes automati-

ques sont un peu forcées, elles s'ouvrent sans peine, et le hall est envahi. Au rez-de-chaussée, des affiches sont appliquées sur les grandes baies vitrées : «Halte à la charité», en grandes lettres rouges, voyantes, et des affiches sur un film long-métrage tourné avec les associations de lutte. Un autre groupe monte au premier, sans faire trop attention au concierge de l'immeuble qui ne semble pas approuver du tout. Au premier, sur les vitres, sont apposées des affiches qui portent une lettre chacune : «A.P.F. O.C.C.U.P.E.E.». Toutes les lettres ne sont pas encore en place qu'un membre de l'APF téléphone aux flics, et tente d'intimider les protagonistes de cette action. Du premier étage, qui domine le marché, un bigophone commence de résonner, tandis qu'un groupe est redescendu et diffuse des tracts et des revues des associations organisatrices.

LA VERITE RETABLIE
«Pourquoi occupons-

c'est la destination et le but des collectes. Des handicapés d'associations de lutte se sont chargés de le faire. A Paris, ils ont occupé le siège de l'APF (Association des Paralysés de France) en intervenant sur le marché proche avec des tracts pour dénoncer cette entreprise de charité qui nie tout droit aux handicapés.

nous aujourd'hui l'APF, une association qui se dit l'une des plus représentatives des handicapés?, clame le bigo. Comme chaque année, avec le soutien du gouvernement, les associations gestionnaires mendiantes demandent la charité aux citoyens. Elles vous ont toujours dit que cet argent servait à améliorer le sort des handicapés. En réalité, il contribue à nous enfermer à vie dans des centres-ghettos. Nos luttes incessantes depuis 5 ans les ont d'ailleurs contraints à avouer cette vérité : les fonds recueillis n'allaient pas aux handicapés !». Les gens sont intrigués, et écoutent. L'information continue : «Les fonds vont aux associations gestionnaires, qui implantent des Ateliers protégés, où sont enfermés et surexploités les handicapés...»

L'opération a démarré depuis une quinzaine de minutes quand les flics arrivent. Deux fourgons. Un gradé monte, tente de discuter et de dissuader les acteurs. Rien n'y fait, mê-

me les menaces d'intervention. Les gens dehors sont alertés : «Les flics veulent nous virer, comme à Besançon et à Pontigny, où des handicapés luttaient pour leurs droits ; les flics veulent utiliser la force pour nous contraindre à nous taire...».

Les flics s'affolent, de nombreuses personnes s'arrêtent devant l'immeuble de l'APF, et des conversations s'engagent. On parle de ces véritables ghettos où sont parqués les handicapés, où ils sont exploités à des travaux répétitifs et abrutissants, pour des salaires de misère, bien inférieurs au SMIC, qui maintiennent de fait les handicapés dans une situation d'assistés.

D'OU VIENNENT LES HANDICAPÉS ?

On parle des conditions de travail dans les bagnes capitalistes, des accidents qui mutilent plusieurs fois par jour des travailleurs qui devront ainsi bien souvent rejoindre les ateliers protégés ou autres où ils



seront de nouveaux exploités. On parle de la médecine qui rafistole, mais qui ne prévient pas, et cause ainsi de nombreux handicaps. Des transports, des cinémas, des lieux publics en général qui ne sont pas conçus pour les handicapés, les reléguant davantage dans les ghettos. Les gens s'informent, apportent leurs témoignages sur des cas vécus dans leurs familles ou ailleurs. Dans l'immense majorité, ils approuvent l'action qui se déroule sous leurs yeux, et nombreux sont d'accord avec l'accusation de la société capitaliste, qui crée les handicapés et s'en décharge ensuite avec des quêtes...

Les flics finalement, dé-

cident de ne pas intervenir. Ils n'ont pas le rapport de forces, mais restent néanmoins sur place. Les troncs trouvés dans le siège volent par les fenêtres, de même que des affiches et des prospectus édités par l'APF.

Après trois heures d'occupation, les handicapés lèvent le siège. L'action est jugée positive de par le travail d'information sur la situation qui est réservée aux handicapés dans cette société, et par l'accueil qu'elle a reçu de la part des gens.

Une journée qui ne sera pas sans lendemain pour les associations de lutte...

Pierre CHÂTEL

NANTES : 7 000 CONTRE LA CENTRALE DU PELLERIN

DE NOTRE CORRESPONDANT

Dès quatorze heures, des quatre coins de la ville quatre cortèges se mettaient en marche pour converger dans le centre. C'est sept mille personnes au total qui devaient se rassembler place du Calvaire, lieu de jonction, occasionnant ainsi de très importants embouteillages dans le centre. C'est sur le thème «Non à la centrale du Pellerin, oui au maintien de la vie sur le site. Non au début des travaux !», que sept organisations de masse

LA GAUCHE N'ÉTAIT PAS A LA FÊTE !

Après les déclarations de Marchais en faveur de la centrale de Plogoff et plus généralement sur la nécessité pour les Bretons «qui n'ont que ce qu'ils méritent, puisqu'ils votent à droite», d'accepter le nucléaire, le PCF n'était pas particulièrement bien vu par les manifestants. Ce qui n'a pas empêché, et cela est significatif des remous qu'ont entraînés les déclarations de Marchais, des sections CGT, pourtant «bien dans la ligne» d'appeler à cette manifestation.

Quant à Chenard, maire PS de Nantes, il était ravalé au simple rang de manifestant. Pour le PS, non plus, ce n'était pas un jour de fête, après la dure leçon des municipales du Pellerin, il y a un mois, qui ont vu évincer tous les conseillers du PS de la mairie, sanctionnant ainsi les manœuvres auxquelles

s'est livré ce parti lors des élections, remettant en cause la décision du boycott, pour tenter de s'accaparer une mairie de plus.

UNE MANIFESTATION QUI NE FUT PAS A LA HAUTEUR DE LA MOBILISATION

Durant les six semaines de préparation de cette manifestation, l'accord a été dur à se réaliser entre les organisateurs sur les objectifs. Au moment des actions des sidérurgistes en Lorraine et dans le Nord, ceux-ci étaient pourtant au centre des débats. En définitive, l'accord se réalisa sur une manifestation «pacifique», sans objectif autre qu'«exprimer son refus de la centrale». Seuls Paysans-Travailleurs et SEPNB soutenaient la nécessité de faire de cette manifestation autre chose qu'un défilé de plus ! Cela devait se traduire par d'importants moments d'hésitation à chaque carrefour menant soit à EDF, soit à la préfecture, les

avaient décidé de cette mobilisation à Nantes : les comités de défense de l'environnement du Pellerin, de Cheix-en-Retz, la SEPNB, les Amis de la Terre, le Crin, la CSF, la CSCV, Paysans-Travailleurs, et la FDSEA, ainsi que —et c'est assez nouveau— la CFDT. Sept cars également étaient venus de Bretagne, dont une bonne part de Plogoff.

organisateur se mobilisant pour «aiguiller» soigneusement dans une autre direction les manifestants. Refus de la violence pour la violence certes, mais entre la violence gratuite et les défilés traîne-savates, la voie des actions de masse efficaces n'est-elle pas la voie à suivre aujourd'hui ? Que ce soit face au chômage, que ce soit face au nucléaire, c'est-à-dire face à l'intransigeance de la bourgeoisie et du patronat.

Refusant a priori toute forme de violence, les organisateurs avaient été jusqu'à demander à ceux des cars de Plogoff de lire le long du trajet une série de conseils du genre : «Restez groupés autour des organisations, refusez toute provocation, ne flânez pas après la dislocation, n'écoutez que le service d'ordre !». Les responsables des cars ont refusé.

Ce que révèle cette manifestation, c'est que le débat doit se développer rapidement au sein du mou-

vement antinucléaire si l'on veut faire annuler les choix politiques en matière énergétique. Ce choix sera nécessairement aussi celui de la clarification des bases et des cibles du mouvement antinucléaire, clarification rendue de plus en plus urgente.

REMOUS AVEC LES CRS

Devant la perspective du «défilé-promenade» que proposaient les organisateurs, plusieurs centaines de manifestants décidèrent d'aller à EDF. Devant les bris de vitrines et tentatives d'incendier les bureaux de EDF, les CRS et les gardes mobiles qui avaient pris massivement position dans le centre ville ont riposté par des tirs de grenades lacrymogènes et plusieurs charges jusqu'à 20 heures. Les affrontements sporadiques ont continué, les CRS n'hésitant pas à tirer des grenades en plein milieu de passants qui finissaient leurs courses.

Des interdictions professionnelles au CNRS ?

Jacques Chirac a décidé d'accorder aux élèves de Paris la journée de congé dont il dispose maintenant, le lundi 12 mars 1979. Sans doute décide-t-il ainsi de fêter l'anniversaire des élections municipales de 1977 ? Les parents d'élèves ont été informés très tard de cette décision, moins de quinze jours avant le 12 mars. Il n'a pas été prévu de garderies ouvertes à tous les enfants dont les parents travaillent, notamment les classes maternelles. Joli cadeau empoisonné qui pénalise les parents et, dans la pratique, les femmes qui travaillent !

Nous protestons également contre le fait que cette journée, dont disposent tous les maires, n'ait pas été rattachée, soit à des vacances, soit à un «pont», par exemple le 30 avril ou le vendredi après l'Ascension.

Section SGEN-CFDT
Centre de Documentation CNRS Paris

Un cadeau empoisonné de Chirac

Pierre Boisgontier travaille à l'IREP à Grenoble depuis seize ans. Dans le plan d'intégration des hors-statuts du CNRS, il a demandé un poste d'ingénieur. Formalité, puisqu'il ne change ni de fonction, ni de lieu de travail.

Mais c'est compter sans les Renseignements généraux qui viennent de déconseiller, dans le cadre de l'enquête de «moralité», d'embaucher Pierre Boisgontier. Les motifs ne sont pas indiqués, mais comme le casier judiciaire est vide, on ne voit pas d'autre solution que de rechercher des causes pour activités politiques (soutien à la lutte des résidents Sonacotra).

Les réactions à l'IREP sont vives ; à Paris, le SGEN-CNRS a demandé et obtenu, en coinçant Monsieur Creysse (directeur du CNRS) dans les couloirs du siège social, un rendez-vous pour le mardi 13 mars et obtenu qu'aucune décision ne soit prise d'ici là. Qui embauche au CNRS ? Le directeur ou les renseignements généraux ?

Non aux interdictions professionnelles !
Intégration au CNRS de Pierre !

Communiqué SGEN-CNRS

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevat
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

SIDÉRURGIE : APRES LES AFFRONTEMENTS DE DENAIN

De nos envoyés spéciaux : Gérard PRIVAT et François MARCHADIER

La semaine dernière aura été chargée pour les sidérurgistes, des affrontements de Denain aux négociations avec le patronat et le gouvernement. A propos de ces négociations et des premiers résultats, on lira une interview d'un responsable syndical d'Usinor-Denain. Il donne son point de vue sur les récents événements et sur les déclarations d'Etchegaray, le PDG d'Usinor. Samedi, à RTL, Barre donnait lui aussi son point de vue, en relativisant le recul que constituaient les déclarations du PDG d'Usinor.

Samedi avait également lieu une manifestation régionale de protestation contre les brutalités policières de Denain. Plusieurs milliers de manifestants étaient au rendez-vous pour un long défilé, suivi d'un meeting où les discours furent quelquefois vivement contestés. Nous rendons compte de

cette manifestation.

Jeu-d'après-midi, les affrontements se sont prolongés assez tard sur Denain, opposant quelques dizaines de manifestants jeunes pour la plupart, et les gardes mobiles retranchés depuis l'après-midi dans le commissariat. A 22 heures, les sidérurgistes du poste de nuit avaient repris le travail. Depuis le matin, les responsables syndicaux les y invitaient. La situation du haut fourneau, abandonné dans de mauvaises conditions mercredi soir, servait d'argument principal. En fait, dans les conversations privées, plus d'un délégué ne cachait pas que le mot d'ordre d'occupation de l'usine avait pour fonction d'écarter les gars d'Usinor du commissariat.

Vendredi après-midi, deux à trois mille personnes, venues de tout le Nord-Pas-de-Calais, ont assisté à un meeting organisé

par la CGT dans l'atelier du train à bande d'Usinor. Le Guen pour les cadres CGT de l'UGICT et Séguy y ont pris la parole. Le premier tenta, par des arguments techniques, de convaincre les cadres qu'ils devaient suivre la CGT : le second s'illustra par un discours au cœur duquel on entendit tout à tour des propos félicitant les sidérurgistes de Denain pour leur esprit d'offensive de la veille, puis le secrétaire général de la CGT tint des propos que Bergeron n'aurait pas démentis : «A ces heures-là (les 48 heures de tension précédentes NDLR) vous avez bien mérité la confiance de la classe ouvrière et c'est à ce titre que je vous salue fraternellement, devait-il commencer par dire, pour ajouter «Rien n'est plus étranger à la violence que l'action syndicale qui, par définition, repose sur la masse des travailleurs...»

90 FLICS BLESSÉS

Selon des informations officielles le bilan de deux jours d'affrontements côté police s'élève à 90 blessés dont une quinzaine ont dû être hospitalisés.

GISCARD INQUIET

Selon un délégué CFDT, Giscard était tellement inquiet de l'évolution de la situation à Denain que bien qu'étant en Roumanie, il se faisait tenir au courant heure par heure lors des affrontements de mercredi et de jeudi.

BARRE A RTL

Rédacteur en chef du «Journal inattendu» de RTL samedi, Barre a tenu à relativiser les propos tenus par Etchegaray, PDG d'Usinor, quelques jours plus tôt.

Il n'a pas parlé, le premier ministre, de remise en cause du plan d'assainissement de la sidérurgie, ni de suspension des licenciements. Il ajoutait : «Il faut à tout prix éviter un climat marqué par des incidents publics. Car des irresponsables peuvent créer une situation grave».

«ICI MOSCOU»

Radio-Moscou a évoqué dimanche les affrontements de Denain. La radio soviétique met la responsabilité des incidents sur le compte de «groupements gauchistes et éléments hooligans pro-maoïstes». Heureusement pour les commentateurs moscovites, il existe un parti qui défend les travailleurs contre ces «groupements» : «Le RPR, le parti le plus important de la coalition gouvernementale, qui a dénoncé les violences et les répressions envers ceux qui demandent la satisfaction de leurs droits».

Plusieurs milliers de manifestants samedi à Denain

Des centaines de travailleurs ont protesté contre la récupération du PCF

Après les très violents affrontements des jours précédents, l'intersyndicale de Denain appelait à une manifestation samedi après-midi. Des délégations nombreuses s'étaient jointes à cette manifestation, venues de différentes régions du Nord et aussi de Longwy. C'est un cortège fort de plusieurs milliers de personnes (certains parlent de plus de dix mille) qui a défilé plusieurs heures dans les rues de la ville pour terminer son parcours au stade, où un meeting fort animé (au moins au début) clôturait cette journée.

Il est 14 heures, samedi, quand arrivent de Longwy deux bus précédés par une voiture sono. Déjà, dans les rues de Denain, règne une grande animation : les rassemblements s'opèrent, les cortèges se forment. Le départ est prévu place Baudin à 15 heures. C'est vers ce point que convergent les manifestants. Dès qu'ils y parviennent, cortège petit mais bien serré sous sa banderole, les militants de l'UIS-CFDT de Longwy sont chaleureusement accueillis par les travailleurs de Denain. Des discussions s'engagent ; le patois ch'ti ne facilite pas toujours les choses, mais la solidarité ouvrière se voit à l'œil nu.

Un peu après 15 heures, on démarre. C'est une manifestation relativement nombreuse, mais qui présente un aspect un peu particulier : la première partie est composée des élus et des militants du PCF. S'y ajoutent quelques petits cortèges CGT et UFF (Union des femmes françaises, organisation de femmes du PCF). Ici, le PCF s'estime chez lui, il ne s'embarrasse pas de préjugés tactiques : il s'impose grossièrement en tête de la manifestation de l'intersyndicale, avec ses élus, ses voitures-sonos, ses drapeaux tricolores, sa fanfare, son service d'ordre... Dans cette partie de la manifestation, peu de mots d'ordre mais beaucoup d'écharpes. Régulièrement (toutes les trois minutes environ), une voix annonce au micro : «Nous sommes heureux de vous annoncer la présence parmi nous du maire (PCF) de Longwy Jules Jean et du député lorrain Porcu». Des militants et des travailleurs de Longwy venus en bus, on n'en parle point. Ce n'est pas tout à fait l'enterrement, mais pas loin.

Une coupure d'une cinquantaine de mètres et

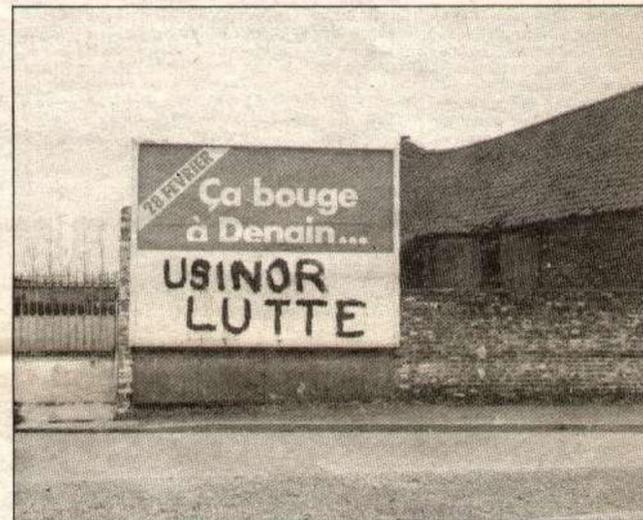
apparaissent les cortèges CFDT : Denain, Lille, Roubaix, Usinor-Trith, Longwy... Parmi eux, des banderoles CSCV et quelques autres de boîtes de Denain. Ici, les mots d'ordre partent sans arrêt, la combativité s'exprime en permanence. Ceux de Roubaix crient : «Longwy, Denain, nous montrent le chemin !», ceux de Longwy complètent : «Denain, Longwy, mêmes patrons, même combat !».

LE PCF CONTESTÉ

Au terme d'un parcours relativement long, la manifestation arrive au stade où est prévu le meeting. Très vite, dans les tribunes, les élus PCF ont pris place. Mauroy, le maire PS de Lille qui défilait avec une petite équipe de son parti est déjà reparti, fort contrit d'avoir été accusé lui aussi d'être «venu à l'étranger».

C'est le maire (PCF) de Denain qui préside et parle le premier. Etonnement dans les rangs cédétistes qui se transforme bientôt en colère, dès que les premiers mots résonnent dans les hauts-parleurs : «Je tiens à saluer la présence du député... du sénateur... du maire...» (tous au PCF bien sûr). Après les congratulations aux notables du PCF, il enchaine : «Je tiens également à remercier la presse qui a rendu compte des événements graves qui se sont déroulés ici... Je n'aurais qu'un mot de dégoût pour la façon dont Europe 1 a déformé les positions du PCF...».

Grosse agitation dans les rangs des militants de la CFDT. Un mot d'ordre part : «Assez de discours, des actions !». M. le maire en profite pour s'éclaircir la voix. Pendant ce temps-là, les gens s'en vont, par groupes, banderoles repliées. Le discours reprend : «Nous saluons la



présence ici d'une délégation des syndicats de police». Incroyable ! Deux jours après le sauvagement déchaîné policier. Immédiatement, une vague de protestation parcourt le stade ; le mot d'ordre part, il sera massivement repris : «CRS, SS». De plus en plus de gens s'en vont.

Profitant d'une quinte de toux du maire, un autre écharpé lui ravit le micro. Il se montre plus subtil, mais ne parvient pas à rétablir le calme. De façon presque ininterrompue maintenant, les mots d'ordre offensifs sont lancés. Et puis, il y en a assez : les militants CFDT de Longwy et ceux qui se sont regroupés autour d'eux se rangent derrière leur banderole et s'en vont. L'un deux lance en rigolant : «On va au commissariat !». Partant des rangs déjà fort clairsemés, plusieurs centaines de personnes leur emboîtent le pas. Quand Chérèque, le secrétaire de la FGM-CFDT prend la parole, plus de la moitié des manifestants sont déjà partis et l'hémorragie se poursuit. Le meeting de l'intersyndicale, détourné par le PCF, se termine dans la confusion.

Aujourd'hui, des centaines, peut-être même des milliers de travailleurs, ont montré leur combativité dans la manifestation et leur refus de la récupération grossière du PCF. S'il

est vrai que de nombreux militants CFDT étaient à la pointe de cette contestation anti-PCF, ils n'étaient pas seuls. On a vu partir aussi des badges CGT avec ceux de Longwy. En

tout cas, cette expérience aura permis à de nombreux travailleurs de se faire une idée miniature de ce qui se prépare pour le 23 à Paris.

Gérard PRIVAT



Rue Mousseron, au local de l'Union d'arrondissement, nous avons rencontré Albert Dhennain, représentant syndical au Comité d'entreprise d'Usinor, et aussi un des porte-parole de la CFDT locale. Il travaille depuis plus de trente ans dans la sidérurgie.

Nous lui avons demandé son point de vue sur les récents événements de Denain et sur la manière dont il fallait, selon lui, apprécier les dernières déclarations d'Etchegaray.

Albert Dhennain (représentant syndical CFDT à Usinor-Denain) commente les récents événements et les déclarations d'Etchegaray

► Au milieu de la semaine, Etchegaray a annoncé que toutes les mesures de licenciements annoncées en décembre étaient gelées le temps des négociations ; comment apprécies-tu cette déclaration ?

Albert Dhennain : Il y a un recul d'Etchegaray qui est dû au consensus des travailleurs. Pour nous, le gel des mesures de licenciements, c'est quand même pas mal. Il a ouvert la porte à

une révision des modalités industrielles et sociales de son plan.

► Dans la mesure où il a annoncé le gel des licenciements «pendant la durée des négociations» mais que de toute manière les lettres de licenciements ne devraient pas partir avant juin et que d'ici là, les négociations seront terminées, peut-on vraiment parler de recul ?



A.D. : Oui, parce qu'il faut savoir que pour un licenciement collectif de plus de 100 personnes, il y a un «délai de prévenance» de six mois au terme duquel seulement le patron peut envoyer les lettres de licenciements. A partir de l'envoi des lettres intervient un nouveau délai, le préavis de licenciement. Quand Etchegaray parle de geler des mesures de licenciements le temps des négociations, pour nous, cela remet à zéro le démarrage du compteur pour le temps de prévenance. En résumé, le délai de prévenance démarrait le 21 décembre pour une durée de six mois, et bien, nous considérons désormais qu'il ne pourra redémarrer qu'une fois les négociations terminées.

► Etchegaray a-t-il été aussi précis que cela ?

A.D. : C'est vrai qu'il ne l'a pas dit comme ça, mais c'est ainsi que nous l'avons compris. S'il remettait ça en cause, ça mettrait davantage encore le feu au poudre.

► Selon toi, quel peut être l'impact de la prime de 50 000 francs qu'Etchegaray a annoncée pour les «départs volontaires» ?

A.D. : La première chose qu'il faut dire c'est que ça prouve que du fric, il y en a. En plus, ça m'étonnerait que cela rencontre un grand succès. Depuis 20 ans on a trop incité les gars à se fixer sur place, par exemple par le biais des prêts à la construction.

► Et la retraite à 55 ans, et à 50 ans pour les travaux pénibles ?

Des retraites à 50 ans, on n'en

veut pas. Bientôt, ils la proposeront à 35 ans ! En plus, s'ils font ça, ce n'est pas pour créer des emplois, ce n'est pas pour laisser la place aux jeunes mais pour supprimer des postes.

► Et la convocation du Parlement en séance extraordinaire, qu'en penses-tu ?

A.D. : C'est une interpellation que l'on souhaitait depuis longtemps. Quand on avait été à Paris rencontrer les groupes parlementaires, on leur avait dit : «Si vous ne faites rien contre les mesures annoncées, vous allez voir l'explosion que cela va être». J'ai eu l'impression qu'il y en a qui avaient été impressionnés.

Sans préjuger du résultat de cette réunion, il faut constater que pour qu'ils se remuent à droite et à gauche il a fallu qu'il y ait des violences.

► A propos de la situation à Denain, on a eu l'impression jeudi que les directions syndicales ont été dépassées.

A.D. : Il faut bien voir que jeudi matin ça commençait à tourner au carnage. Il y avait déjà un gars qui avait eu la main arrachée, un autre qui avait le pied fichu la veille. Déjà, ça c'est un problème. Peut-on accepter que des gars prennent le risque de prendre une grenade en pleine figure ?

La seconde raison, c'est que le haut fourneau était en train de se détériorer rapidement. Il faut bien comprendre qu'un haut fourneau, ça ne s'arrête pas comme ça. Mercredi, il avait été abandonné dans de très mauvaises conditions. Sous le coup de la colère, les sidérurgistes avaient quitté le boulot, suite aux violences policières de la

journée. On est renseigné : si le haut fourneau n'était pas remis en route rapidement, 700 tonnes de fonte étaient sur le point de se figer. Si la fonte se fige, tu peux dire que le haut-fourneau est foutu. Après, c'est extrêmement long et dangereux à remettre en route. Compte tenu qu'ils veulent liquider Denain, il n'y a rien qui aurait fait plus plaisir à Etchegaray et à Barre.

► Dans ces conditions, n'était-il pas possible de faire reprendre le boulot quelques heures, le temps de mettre le haut fourneau en veilleuse. Il semblait qu'il y a des gars qui ne voulaient pas reprendre le travail après les affrontements de mercredi et de jeudi.

A.D. : Non, aujourd'hui si Denain se met en grève, Usinor s'en moque. A la limite, si l'acier que nous produisons lui manque, il peut le faire faire ailleurs ; à Dunkerque par exemple. On n'oublie pas ce qu'un des dirigeants d'Usinor nous avait dit l'an passé : «L'acier de Denain, nous n'en avons plus besoin». C'est pour cela qu'ils veulent quasiment nous liquider. En plus, il faut bien comprendre que la lutte risque encore de durer et que si nous faisons grève, on tirera la langue au bout de quinze jours.

► Si tous les sidérurgistes de France arrêtaient le boulot pour une grève illimitée, ça ferait quand même mal au patronat...

A.D. : Dans ces conditions effectivement, ce serait différent...

Propos recueillis par François MARCHADIER Le 9 mars

CENTRAFRIQUE

Après le mouvement populaire de janvier

LES IMPÉRIALISTES A L'AFFÛT

Par MANSOUR DIOP



Le début de l'Empire en décembre 1977... bientôt Waterloo

Au cours des manifestations de janvier à Bangui, le régime de Bokassa a été débordé. La révolte dans la capitale centrafricaine a pris les proportions d'une insurrection populaire. D'après les témoignages recueillis, la répression aurait fait au moins 250 morts, tandis que les pertes de l'armée se monteraient à une centaine de morts.

Les événements ont montré l'extrême fragilité du régime devant la colère populaire. Bokassa n'a pu faire appel qu'à sa «garde impériale» puisqu'il a désarmé les forces armées régulières par crainte de coups d'Etat. Il a fait appel à l'armée de son «frère» Mobutu. Cette intervention a été prouvée par la présence d'avions de transport de troupes zairoises à l'aéroport. Elle a été niée par les deux dictateurs et les milieux dirigeants français. Si ce n'est pas l'armée zairoise qui a tiré, il semble aujourd'hui qu'elle ait remplacé la «garde impériale» autour du palais au moment où cette garde tirait sur les manifestants.

Le soutien de Mobutu à Bokassa n'est pas nouveau. Déjà en février 1976, ce sont des soldats zairoises qui ont aidé ce dernier à reprendre en main son armée après le coup d'Etat manqué du commandant Obrou. Les deux dictateurs affirment qu'ils ont scellé un «pacte de sang» qui les oblige à se secourir mutuellement.

Mais, au-delà de ce folklore, cette solidarité s'inscrit dans la logique de l'impérialisme français en Afrique. Ce «soutien mutuel» se rapproche de l'idée de la «force inter-africaine de sécurité», lancée par Giscard lors du dernier sommet franco-africain à Paris, après les événements du Shaba. Une telle force — pensait-il — pourrait dispenser l'armée française d'interventions directes trop voyantes en Afrique : elle pourrait se contenter de fournir le matériel et l'encadrement, les troupes étant africaines, afin de protéger les régimes «amis de la France» de toute déstabilisation, de l'intérieur ou de l'extérieur. Le projet de Giscard avait reçu un accueil mitigé en Afrique Occidentale (à l'exception du Sénégal et de la Côte d'Ivoire). Il avait été rejeté au sommet de l'OUA de juillet 1978 à Khartoum. Mais il a eu davantage de succès en Afrique Centrale où il a commencé à prendre corps.

En effet, lors de son dernier séjour en Centrafrique, en août dernier, Giscard a tenu une réunion secrète à Bangui : y prenaient part Mobutu, Malloum (Tchad), le Premier ministre du Gabon et Bokassa. Cette réunion fut ébruitée grâce à une indiscretion volontairement provoquée par le ministre centrafricain de l'«Orientation et de la Radio-diffusion», Barthélémy Yangongo, homme des Soviétiques dans le gouvernement. Après plusieurs tergiversations, l'Elysée a fini par confirmer la tenue de cette réunion. On sait maintenant qu'il y a été question de

per le peuple, comme ce fut le cas en Ethiopie.

C'est en effet un paradoxe qui illustre certains aspects peu connus, car peu spectaculaires de la pénétration soviétique en Afrique : l'«Empire» de Bokassa n'est nullement une chasse gardée de l'impérialisme français qui, en fin de compte, se trouve sur la défensive. C'est ainsi que des partisans avoués de l'URSS peuvent trôner dans le gouvernement de Bokassa et afficher ouvertement leurs sympathies sans que l'impérialisme français puisse obtenir leur élimination. Le régime de Bokassa a en effet établi des liens, notamment militaires et culturels avec l'URSS au moment du froid dans les relations avec la France. Une anecdote circule aujourd'hui dans les milieux gouvernementaux de Bangui. Au moment de la seconde guerre du Shaba, Bokassa aurait adressé une mise en garde à son ministre pro-soviétique Yangongo au cours d'un conseil des ministres, lui disant : «Dis à tes gens (c'est-à-dire les Soviétiques) de rester au Zaïre et de ne pas traverser le fleuve !» Aujourd'hui, l'URSS construit une ambassade à Bangui : elle est plus grande que l'ambassade française...

Mais l'URSS ne manque pas, par ailleurs, d'hommes dans l'opposition. C'est ce que nous ont expliqué des patriotes centrafricains : «Une fraction importante de la bourgeoisie bureaucratique et de la petite bourgeoisie intellectuelle, excédée des exactions de Bokassa et de la France qui se soutient se tourne de plus en plus vers l'URSS et mise sur elle pour l'aider à se débarrasser du dictateur centrafricain. Ainsi, les rescapés du coup d'Etat de février 1976 ont-ils trouvé refuge au Congo où ils sont entraînés par les Cubains en vue d'une intervention armée ; d'autres s'entraînent en Libye avec les fractions du FROLINAT les plus liées à Khadafi».

La France n'a donc guère le choix, et, pour éviter les changements, a été contrainte de maintenir à tout prix Bokassa, en s'accommodant de ses caprices et de ses fantasmes. L'Etat français a largement financé le couronnement de décembre 1977. Il a dû, à plusieurs reprises, combler les trous du budget centrafricain pour éviter le pire. C'est le gouvernement français lui-même qui a pris en juillet dernier l'initiative d'augmenter les bourses des étudiants centrafricains fixées depuis longtemps à 650 F par mois

malgré l'inflation galopante en France. Giscard lui-même n'a-t-il pas dû, au cours de son dernier safari, faire des chèques à des fonctionnaires centrafricains qui venaient se plaindre de ne pas avoir été payés ?

Mais, ce qui vient de se passer à Bangui, bouleverse tous les plans de l'impérialisme français. Le mouvement populaire de janvier a été la plus grande révolte de l'histoire de la lutte anti-

impérialiste du pays, depuis la guerre de Kongo-Warra en 1928-1932 qui mit aux prises les paysans et les troupes colonialistes françaises.

Si Bokassa tente actuellement de reprendre la situation en main, cependant rien ne sera plus comme avant. Un saut qualitatif a été franchi par le peuple. Il faudra désormais compter avec sa détermination à lutter.

Heurs et malheurs de l'impérialisme français en Centrafrique

Bokassa prend le pouvoir en 1966 à la faveur d'un coup d'Etat militaire. Il se produit plusieurs de ces coups d'Etat en Afrique à cette époque : devant les difficultés de toutes sortes rencontrées par les dirigeants issus de l'indépendance, c'est l'armée qui prend directement les choses en main pour constituer une bourgeoisie bureaucratique unie et solide. Du coup d'Etat centrafricain, c'est Bokassa qui surnage bien que la France ait misé sur d'autres militaires.

Malgré l'admiration sans bornes de Bokassa pour de Gaulle, ses relations avec la France vont traverser une période très difficile, surtout sous la présidence de Pompidou. Entre autres conflits, citons l'expulsion en 1970 de plus de 40 techniciens français des sociétés d'exploitation de diamants et la «nationalisation» de ces sociétés, c'est-à-dire leur confiscation par Bokassa et sa caste. Sur le plan de la politique étrangère, ce conflit s'est traduit par un «virage à gauche», c'est-à-dire le resserrement des liens avec les pays de l'Est, et surtout l'URSS. Pendant cette période, la France a suspendu une grande partie de son aide à la République centrafricaine.

Avec l'élection de Giscard, c'est une lune de miel qui commence : Bokassa fait une déclaration pour se féliciter de ce changement. Comment expliquer ce soutien conditionnel de Giscard au dictateur ?

D'un point de vue anecdotique, il y a le goût prononcé du président français pour les safaris. L'«Empire» lui offre les plus grandes facilités (Pechenard, ami personnel de Giscard, dirige une importante société de safaris centrafricains, disposant d'immenses terrains). Du point de vue économique, la découverte de l'uranium a coïncidé avec la présidence de Giscard : il s'agissait de se concilier à tout prix Bokassa face à la rivalité avec les USA dans ce domaine.

Même si Bokassa est gênant par ses atrocités et sa mégalomanie, l'impérialisme français doit bien s'en accommoder. Le temps n'est plus où l'impérialisme français pouvait, à n'importe quel moment, prendre l'initiative de renverser un valet trop discrédité ou peu docile. D'abord parce que l'expérience des différents coups d'Etat a appris aux peuples africains à se méfier des changements de façade ; ensuite parce que la poussée du social-impérialisme en Afrique est telle que la marge de manœuvre de la France est faible. Dans une position essentiellement défensive, elle tente de maintenir les régimes qui existent, ce qui est très difficile, comme on le voit au Tchad ou au Zaïre.

Avec l'opération «Empire» de décembre 1977, Giscard voulait opérer un changement en douceur : il s'agissait de satisfaire les manies de Bokassa en l'éloignant dans sa «cour impériale» loin de la capitale, tandis que le pouvoir serait revenu au premier ministre Patasse. Mais en juillet 1978, l'«Empereur» a repris les choses en main et a changé de premier ministre.

Après le mouvement populaire de janvier, le problème de la politique française en Centrafrique est donc plus que jamais posé, sans qu'on voit bien comment Giscard pourra le résoudre.

IRAN : les femmes obtiennent l'annulation des mesures discriminatoires

Trois jours de suite, les femmes iraniennes ont manifesté à Téhéran contre les nouvelles mesures islamiques, notamment le port obligatoire du tchador (voile traditionnel).

Elles étaient plusieurs dizaines de milliers à scander : «*Nous voulons nos libertés*», «*Nous réclamons le droit à la différence*». Plusieurs d'entre elles ont été blessées à coups de couteau, certaines se sont déclarées prêtes à s'immoler par le feu si on leur imposait le tchador. Devant une telle mobilisation, Khomeiny s'est senti obligé de préciser à la radio qu'il s'agissait d'un «*devoir et non d'un ordre*», et il a condamné «*ceux qui s'attaquent au manque de respect aux femmes non couvertes*». Dimanche, la radio iranienne, qualifiant ceux qui se livrent à de

telles attaques de «*traîtres à la révolution*» a précisé que si ces incidents venaient à se reproduire, les coupables seraient arrêtés et encouraient des peines de prison de six mois à quatre ans. Interrogé sur la situation en Iran, un membre des milieux proches de Khomeiny a confirmé qu'on assiste actuellement à la mise en place d'un régime islamique car «*on ne peut pas attendre les élections sans agir. Ceux qui gouvernent en Iran sont des musulmans et ils ne peuvent pas agir selon les lois qui ne sont pas celles de l'Islam. Il n'y a pas d'autre solution en dehors des lois occidentales*». D'autre part, le Premier ministre ne démissionnera pas, c'est ce qui ressort de l'entrevue qu'il a eue jeudi soir avec Khomeiny. A Qom, l'ayatollah

aurait renouvelé sa confiance à Bazargan. Dans une interview accordée au journal *Le Monde*, le ministre iranien des Affaires étrangères a indiqué que les nouvelles orientations de l'Iran seraient basées sur le non-alignement et le respect mutuel entre chaque pays. Il a affirmé que l'Iran était prêt «*à défendre coûte que coûte son indépendance, son intégrité et son unité*» face aux deux superpuissances. Nous reviendrons prochainement sur les diverses implications qui découlent de la nouvelle politique étrangère iranienne dont l'un des aspects réside dans la condamnation du sionisme et dans le soutien à l'OLP reconnue comme l'unique représentant du peuple palestinien.

Frank ROUSSEL



Visite de Giscard en Roumanie Des résultats limités

Hommage du président français au social-impérialisme

Les résultats de la visite de Giscard d'Estaing en Roumanie sont présentés sous une forme peu spectaculaire. Pourtant leur portée est loin d'être épuisée par les seuls accords économiques. Modestes en apparence, les résultats politiques n'en présentent pas moins un facteur nouveau, la tentative de définition d'une approche commune entre un pays

Sur le plan du désarmement, la Roumanie a approuvé l'initiative française de convoquer une conférence sur le désarmement en Europe ; cependant, une divergence demeure sur la place que devrait occuper le désarmement nucléaire dont Giscard ne veut pas qu'il soit inclus tant qu'un désarmement effectif n'a pas eu lieu dans le domaine des armements classiques. De son côté, la Roumanie estime que les négociations sur ces armements doivent être conduites en priorité. Il reste qu'il y a une vision proche des problèmes de désarmement en Europe, qui doit selon les deux gouvernements être effectuée.

Sur le plan de la confé-

rence d'Helsinki, sur la coopération en Europe, les deux gouvernements ont convenu de faire un groupe de travail mixte destiné à préparer les propositions communes en vue de la conférence de Madrid en 1980 qui doit examiner l'application des accords.

Sur ces deux questions brûlantes de la politique européenne, les deux gouvernements sont ainsi parvenus à une concertation bilatérale qui, sans se heurter de front aux positions des États-Unis ni surtout à celles de l'URSS, s'en démarquent et affirment une certaine originalité conforme aux positions respectives des deux pays. Il convient d'attendre pour voir jusqu'à quel point elle

d'Europe de l'Est et un pays d'Europe de l'Ouest concurremment au projet de l'URSS et des États-Unis : la détente en Europe.

De l'affirmation de cette tentative, de la possibilité de définition plus précise de propositions communes, dépendra pour une large mesure la portée exacte de cette visite.

pourra s'affirmer concrètement et si elle pourra rallier d'autres pays.

Par contre, les divergences restent entières sur une question très sensible des relations Est-Ouest ; la Roumanie a une position proche de celle de l'URSS à propos du respect des droits de l'homme, ce que lui reproche Giscard en évoquant notamment le cas des couples franco-roumains qui ne peuvent se rejoindre.

ACCORDS ECONOMIQUES ET INDEPENDANCE

La convergence politique se traduit par une intensification des rapports économiques : doublement des

Visite de Carter au Proche-Orient Condamnation unanime des pays arabes Succès de la grève générale lancée par l'OLP

La prudence et la réserve ont marqué la visite de Carter en Egypte. En effet, si on déclare du côté égyptien qu'*«aucun obstacle ne s'oppose plus à un accord»* on s'empresse d'ajouter que «*la barrière de méfiance entre Le Caire et Tel-Aviv n'a toujours pas disparu*» et on ne nie pas qu'il reste encore «*quelques problèmes à régler*». L'accueil préparé par Sadate pour son hôte américain, n'a pas pu faire oublier les principaux exclus, les Palestiniens, sur le dos desquels cette paix séparée sera signée. Le succès de la grève générale lancée par l'OLP en Palestine occupée, dans les territoires occupés depuis 1967 et au Liban est venu rappeler les droits du peuple palestinien à recouvrer sa patrie usurpée par l'ennemi sioniste. De même la trahison de Sadate continue de susciter une condamnation unanime des pays arabes. La Jordanie a invité les pays arabes à décréter des sanctions contre l'Egypte et les États-Unis pour empêcher Sadate de conclure une paix séparée et de trahir ainsi la cause palestinienne. La presse syrienne dénonce la «*fausse paix qui n'est en réalité qu'une entreprise de guerre*». Analysant la nouvelle stratégie américaine après la chute du Shah, l'agence palestinienne d'information «*Wafa*» affirme que «*les changements stratégiques survenus au Proche-Orient depuis la révolution iranienne ont minimisé la portée d'un éventuel accord séparé égypto-israélien*».

Dans une déclaration faite à Beyrouth, un membre de la Commission exécutive de l'OLP a demandé la convocation d'une conférence au sommet des États du front arabe de la résistance et la réunion immédiate des ministres arabes des Affaires étrangères des pays membres du front en vue de prendre les mesures indispensables pour déjouer le plan Carter-Sada-

te-Begin. Interrogé sur la visite de Carter, le maire de Ramallah en Cisjordanie a déclaré : «*Carter s'est trompé d'adresse : il aurait dû reconnaître l'OLP et rencontrer ses dirigeants*».

Le maire de Naplouse estime quant à lui que «*cette visite ne sert ni l'Egypte, ni Israël, ni la paix mais uniquement les intérêts impérialistes américains*».

Yemen du Nord : les USA accélèrent leurs livraisons d'armes

12 chasseurs F 5, 2 avions de transports, 64 chars et 50 véhicules blindés seront livrés par les USA au Yemen du Nord qui fait face actuellement à une attaque de son voisin du Sud. C'est par une procédure d'urgence que Carter a décidé de cette aide militaire américaine sans avoir à en référer au Congrès. D'autre part, le président nord yéménite s'est rendu en Irak, en Syrie et en Jordanie où il a eu des entretiens avec les dirigeants des trois pays sur le conflit qui l'oppose au Yemen du Nord.

Affrontements en Belgique

Des heurts violents se sont produits dimanche dans le canton des Fourons, au Nord de Liège. Les habitants de ce canton qui parlent un patois germanique, avaient été rattachés à la province flamande du Limbourg en 1963. Ils revendiquent aujourd'hui le rattachement de leur canton à la Wallonie. Dimanche, un millier de fainéants tentait de s'introduire dans le canton, en passant par la frontière néerlandaise, toute proche ; des militants francophones les attendaient de l'autre côté. Les policiers étaient au milieu.

duction sous licence des hélicoptères «*Alouette III*» et de produire des hélicoptères «*Puma*». La Roumanie en effet, cherche à se libérer de l'exclusivité de l'URSS pour ses approvisionnements en armes, en achetant des armes à la Chine, en mettant sur pied des productions d'armement avec la Yougoslavie, en produisant des armes sous licence française.

HOMMAGE DE GISCARD A L'URSS

Il reste que si un certain nombre de pas sont ainsi réalisés pour que les deux pays coopèrent dans une autonomie relative à l'égard des deux superpuissances notamment l'URSS, les limites de cette autonomie du moins pour la France, paraissent relativement étroites. En se félicitant de «*la retenue dont ont fait preuve les puissances intéressées à la poursuite de la politique de détente dans les événements du Sud-Est asiati-*

que», Giscard adressait des hommages démesurés à l'URSS, qui a offert au Vietnam des moyens politiques et militaires importants pour mener la politique d'hégémonie régionale et d'agression qui lui a valu la riposte chinoise, contre laquelle l'URSS n'était pas en mesure de réagir de façon importante. Ainsi, l'URSS se trouve affublée d'une étiquette de pacifisme quand elle développe une politique d'agression. Cela est inquiétant quant à l'avenir des décisions prises à Bucarest, lorsque la politique qui les motive est ainsi ménagée. Le prochain voyage de Giscard en URSS permettra de mesurer la capacité réelle de résistance du gouvernement français aux pressions soviétiques.

Il faudra être très vigilants par rapport à l'attitude qu'adoptera la porte-parole de la bourgeoisie française, au cours de ce voyage.

Grégoire CARRAT

LA CRISE ET EUX

Dans deux interviews à *Paris-Match*, Chirac et Boulin, ministre RPR du chômage, donnent leur appréciation de la crise et des moyens d'y remédier. Des idées qui s'opposent sur certains points, mais qui reflètent toutes différents habillages d'une politique d'austérité.

Pour Chirac, «il faut changer de politique» économique.

«Changer d'hommes peut-être, dans la mesure où ce serait nécessaire pour changer de politique». On sait qu'il préconise une relance sélective des investissements. Où trouver les crédits pour cela ? En réduisant des «gaspillages administratifs» ainsi que des «dépenses improductives». Mais lesquelles ? La réponse laisse pantois : «On découvre, par exemple, qu'il y a trop de lits dans maints hôpitaux, que les actes médicaux y sont multipliés à plaisir et jusqu'à nuire aux patients, que les Français compromettent leur santé par une sur-consommation de médicaments, que la sécurité sociale finance aux frais de tous un absentisme qui coûte à l'économie l'équivalent d'une bonne part de sa lecture pétrolière». A-t-on idée de se soigner quand on est malade !

Pour le reste, il propose des mesures pour inciter à investir, en exonérant les investisseurs d'une partie des impôts et en atténuant

les charges des entreprises.

M. Boulin, ministre RPR du Travail, doit se sentir dans le collimateur, quand le chef de file de son parti parle de «changer les hommes». Ce qui, du reste, ne l'empêche pas de défendre bec et ongles les choix du gouvernement, avec une assurance digne d'un Barre. Une prévision déjà entendue : «L'assainissement

de l'économie aboutira à des résultats... J'espère qu'à la fin de l'année, je dis bien à la fin de l'année, le nombre de demandeurs d'emploi n'augmentera plus». Air connu : rappelons-nous... lorsque Chirac était Premier ministre, il nous prévoyait pour bientôt «le bout du tunnel». Quelques mois avant les élections législatives, Giscard affirmait que la situation de l'emploi allait s'améliorer... «d'ici la fin de l'année» (1977 !). Et en 1978, Ceyrac, le patron des patrons annonçait la fin de la hausse du chômage pour la fin de l'an-

née... 1978. C'est encore une fois pour cette année. Prenons date.

Signalons qu'à la fin de la même interview, le même Boulin, lance un coup de pied à l'âne à l'intention de son chef de file Chirac, à propos de ses initiatives du type de la convocation du Parlement. Boulin interpelle Chirac en ces termes : «Vous vous engouffrez dans le couloir, avez-vous vérifié qu'il y a une porte au bout ? Je parle d'une porte d'intérêt national, naturellement, et pas personnel».



Besançon : l'imprimerie de l'Est occupée par les flics

Ce lundi matin, à 5 heures, alors que les travailleurs allaient entamer leur 5^e semaine de grève, un commando de gendarmes pénétrait par effraction dans les locaux. Aussitôt les travailleurs furent expulsés. L'un d'entre eux arrêté. Une cinquantaine de flics prenaient la place. L'alarme était donnée parmi les syndicalistes et à 9 heures c'est déjà plus d'une cinquantaine de travailleurs de Lip et d'autres boîtes qui étaient rassemblés sur le parking. Un meeting de protestation devait se tenir lundi à 17 heures, tandis qu'un gala de solidarité avec la chanteuse Claire se tiendra jeudi 15 à 20 h 30 salle Battant à Besançon. Cette intervention policière fait suite à une décision du tribunal qui ordonnait l'ouverture des portes et le versement d'une caution de 1 500 F pour payer un médiateur afin de poursuivre les négociations qui étaient bloquées. Les collectes de solidarité se sont multipliées depuis quelques jours et notamment lors de la soirée CFDT de jeudi.

Correspondant Besançon

URSS

Deux jeunes Soviétiques de 19 et 24 ans ont été condamnés, à huis-clos par un tribunal à Moscou, à subir des examens psychiatriques. Leur maladie ? Ont crié des slogans «hostiles au parti» dans le métro.

KLAUS CROISSANT : GREVE DE LA FAIM

L'avocat vient de commencer une grève

de la faim à la prison de Stammheim pour protester contre les conditions de détention imposées à Sonnenberg, condamné à la prison à vie, qui selon Maître Badinter, avocat de Croissant, «a été grièvement blessé à la tête lors de son arrestation» et qui doit être examiné «sous peine de mort à plus ou moins brève échéance, par des médecins experts et indépendants».

Rennes : plusieurs milliers de manifestants contre la circulaire Bonnet

Concrétisant l'importante mobilisation réalisée dans les facultés rennaises, cette dernière semaine, 8 000 étudiants manifestaient dans les rues ce mercredi. Depuis longtemps, une telle mobilisation n'avait pas été enregistrée. A l'origine : les expulsions des étudiants étrangers tombant sous le coup de la circulaire Bonnet... Un comité s'était constitué à Rennes dès le mois de décembre dernier qui, bien que très réduit dans ses effectifs, parvint à faire céder la préfecture et obtint le renouvellement des cartes de séjour d'étudiants menacés d'expulsions. Ce comité, à l'instigation même d'étudiants étrangers, devait largement contribuer à l'ample mobilisation actuelle. Durant le mois de mars, des étudiants risquant à nouveau l'expulsion, toutes les facultés de Rennes sont d'ores et déjà en grève et marquent leur volonté clairement déterminée de faire céder le pouvoir, d'obtenir l'abrogation de la circulaire raciste, le renouvellement sans condition des cartes de séjour. Pour cela, la grève est certes nécessaire

mais sans doute doit-on rompre avec les modalités d'action habituelles et limitées dans leurs effets face à la détermination d'un préfet musclé. Une réponse dure s'avérera seule efficace. Il ne s'agit évidemment pas d'adopter une attitude aventuriste mais tout bien pesé de prendre de fermes initiatives qui contraindront le préfet à reculer et à céder. «Pour une intense mobilisation des étudiants ! Oui aux manifestations et aux actions déterminées sous quelque forme que ce soit ! Non aux défilés-promenades sans lendemain ! De la même manière que les travailleurs lorrains à Longwy et à Denain s'organisent pour porter des coups au pouvoir et riposter par la violence à la répression policière, refusons les compromis ! Non aux réponses dilatoires du préfet et de ses sous-fifres ! Abrogation de la circulaire Bonnet, raciste et réactionnaire ! Non à la politique gouvernementale à l'Université !».

UCJR-RENNES

Démission de la rédactrice en chef de France nouvelle

Yvonne Quilès, rédactrice en chef de l'organe central du PCF *France nouvelle*, vient de démissionner de la revue. Rappelons que dans la dernière période, l'organe central du PCF a enregistré deux autres démissions, celles de Gérard Belloin, qui était responsable de la rubrique culturelle, et celle de Alexandre Boivatsis, membre du comité de direction.

Yvonne Quilès va participer à l'équipe de *Maintenant*, qui sort son premier numéro ce lundi. Elle y retrouvera d'autres oppositionnels du PCF, dont Jean Elleinstein, Jean Rony et Yves Roucaute.

«Nous n'irons pas travailler en Allemagne»

On peut lire dans un tract de la section de Vitry (Val de Marne) du PCF ces fortes paroles : «Le pouvoir organise le déclin industriel de la région parisienne parce qu'il veut soumettre notre pays au capitalisme allemand. Un ministre, M. Stoléro, a osé dire que les chômeurs pourraient toujours trouver du travail à l'étranger. Et pourquoi pas le rétablissement du STO en Allemagne ?»

Qui pourrait prétendre, après de telles déclarations, que le secrétaire général de ce parti aurait été travailler volontairement en Allemagne pendant la guerre ? Ce serait un véritable scandale !

Mitterrand envisage de quitter la direction du PS

Dans une interview à *Paris-Match*, Mitterrand indique qu'il se trouve fatigué de ses fonctions de premier secrétaire et qu'il envisage de «transmettre à d'autres cette responsabilité» après le congrès de Metz. Quant à la candidature pour les présidentielles de 1981, il n'exclut pas une candidature Rocard : «Cette hypothèse n'est pas absurde. Pas plus que les autres.»

Dans le même entretien, il estime que «Brejnev est un homme de paix» et que «Carter est certainement un brave homme, qui ne songe pas à en découdre».

Rocard pour les 35 heures... dans quelques années

Dans une interview à *l'Est Républicain*, Rocard évoque la crise de la sidérurgie. A propos de la revendication de la semaine de 35 heures, il a déclaré : «Si l'instaurer revient à distribuer du pouvoir d'achat, on relance l'inflation qui assassinerait sûrement une expérience de gauche qu'une politique de droite». Et de conclure sans ambages : «Il faut que le coût salarial baisse un peu, si l'on veut instaurer la semaine de 35 heures avant sept ou huit ans, délai prévu si l'on ne compte que sur les gains de productivité».

Vague d'attentats en Corse

Dans la nuit de vendredi à samedi, une trentaine d'attentats à l'explosif ont été commis en Corse, revendiqués par le FLNC. La plupart visaient des banques. Vingt-quatre heures après, une autre série d'attentats ont été commis par l'organisation anti-autonome Francia, visant des commerces, un cabinet médical, un hôtel et une voiture appartenant à des militants autonomistes.

Simone Veil tête de liste de l'UDF

On s'en doutait, c'est désormais officiel : Simone Veil, ministre de la Santé, sera tête de liste de l'UDF aux élections européennes. Lecanuet sera probablement second sur cette liste. Le choix de l'UDF repose sur des considérations politiques aisées à comprendre : de tous les ministres, Mme Veil est celle dont la cote de popularité, selon les sondages, est la moins basse.